



Conseil économique et social

Distr. générale
5 avril 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013
Genève 1^{er}-26 juillet 2013
Coopération régionale

Résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2012-2013*

Résumé

On estime que le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) dans la région arabe a été en moyenne de 4,8 % en 2012, contre 2,2 % en 2011. La reprise dans la sous-région du Maghreb et notamment en Libye a favorisé la croissance de la région, de même qu'une croissance constante, dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). On prévoit que le taux de croissance réelle du PIB sera de 4,4 % en 2013. Le taux de croissance moyen du PIB devrait diminuer du fait de la baisse des recettes d'exportation d'énergie, qui ont atteint un sommet historique en 2012. L'évolution de la situation dans la région en 2012 a cependant accentué la polarisation sur les plans économique et social. Les principaux exportateurs d'énergie dans la région, à savoir les pays membres du CCG, sont sur la voie d'un relèvement stable grâce à des politiques d'expansion budgétaire et monétaire. Dans le même temps, les pays importateurs nets d'énergie se sont démenés pour stabiliser leurs économies malgré les pénuries de devises. La polarisation s'explique par l'instabilité politique, l'agitation sociale et l'interruption des flux financiers intrarégionaux sur les plans du commerce, du tourisme et des investissements.

* Après que la Libye, le Maroc et la Tunisie sont devenus membres de la Commission en juillet 2012, il a été décidé d'étendre le champ géographique de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à tous les pays de la région arabe. Les groupements sous-régionaux suivants sont utilisés dans le présent document, en tenant compte à la fois des revenus par habitant; de la proximité géographique; et des similitudes dans les conditions et traits distinctifs économiques et sociaux. Pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar; pays du Machreq : Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, République arabe syrienne, État de Palestine; Pays du Maghreb : Algérie, Libye, Maroc, Tunisie; et pays arabes les moins avancés : Comores, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan, Yémen.



Le manque de confiance dans les opérations commerciales intrarégionales a entraîné une segmentation des économies régionales et, par voie de conséquence, une réduction du pouvoir multiplicateur régional, ce qui, à son tour, a aggravé le problème du chômage dans toute la région, même dans les pays du CCG. Sur fond de difficultés économiques et de problèmes d'emploi, le développement social dans la région s'est poursuivi graduellement, grâce à un ensemble de réformes politiques et au développement des institutions. On retiendra surtout que l'Arabie saoudite a adopté en 2012 une série de politiques propres à améliorer la situation de l'emploi dans le pays et souligné l'importance d'augmenter le nombre de travailleuses. Mais la dynamique de la région a surtout été l'agitation sociale, parallèlement à l'instabilité politique. La faiblesse structurelle des économies de la région arabe, comme l'indiquent des taux de chômage élevés et des écarts de revenus importants, incite de manière chronique à l'agitation sociale et à l'instabilité politique. Il est essentiel de revigorer le pouvoir multiplicateur régional et de lancer une action d'intégration pour remédier à la défaillance des transferts de ressources intrarégionaux fondés sur les mécanismes du marché.

Conjoncture mondiale

1. L'économie mondiale a peiné tout au long de l'année 2012 pour se relever de la crise financière mondiale de 2008-2009, qui a poussé les banques centrales dans les pays développés à assouplir leurs politiques monétaires autant que possible. L'adoption de mesures monétaires coordonnées a donc réussi à enrayer la propagation de la crise de liquidité. De plus, les mesures de relance budgétaire, adoptées à l'échelon mondial en 2008 et en 2009, ont permis de soutenir la croissance de la demande mondiale contre le risque d'une grave implosion et d'écarter clairement la perspective d'un glissement de l'économie mondiale dans l'engrenage de la déflation. Malgré ces succès à court terme, force a été de constater qu'il a fallu se battre en faveur d'une reprise économique stable en 2012, beaucoup de gouvernements étant à court d'options en matière de politique économique. Le rétrécissement rapide de la marge de manœuvre budgétaire a contraint nombre d'entre eux à poursuivre une politique d'austérité budgétaire. Entre-temps, le rééquilibrage des comptes dans le secteur financier, frappé par la crise financière mondiale de 2008-2009, a été à vitesse variable : il s'est produit méthodiquement aux États-Unis d'Amérique et lentement dans la zone de l'euro. L'incertitude entourant les risques financiers, qui peuvent encore se révéler contagieux, empêche à ce stade une forte reprise de la croissance économique mondiale, tirée par les investissements. Les économies développées et notamment celles de l'Europe, continuent d'être vulnérables à une récession à double creux.

2. Les économies en développement, y compris des membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) de la région arabe, ont alimenté la croissance de la demande mondiale, renforçant ainsi leur présence sur la scène économique mondiale en 2012. Il s'est avéré néanmoins que les résultats économiques variaient en fonction des dotations en ressources, principalement du fait de la stagnation des flux d'investissement au niveau international, les investisseurs répugnant à prendre des risques. Ces économies en développement, avec leurs ressources naturelles et financières, pouvaient donc faire face à l'incertitude entourant la conjoncture économique mondiale. Leur capacité de rebondir a soutenu la demande en ressources naturelles dans le monde et neutralisé la baisse modérée de la demande dans les économies développées. Toutefois les économies en développement qui ne sont pas dotées de ressources souffrent de plus en plus des pénuries de devises dont l'ampleur ne fait que croître, les injections de capitaux dans ces économies ne suffisant plus à financer les déficits de la balance courante. Les prix des denrées alimentaires et des ressources énergétiques dans le monde sont restés relativement stables, en 2012, mais certaines économies en développement ont connu de forts taux d'inflation en raison de circonstances propres à chaque pays, liées principalement aux pénuries de devises.

3. S'agissant des perspectives immédiates pour 2013, la non-viabilité de la dette souveraine des pays tant développés qu'en développement accroît la vulnérabilité de l'économie mondiale et soulève deux préoccupations : premièrement, le rééquilibrage des comptes du secteur financier n'a pas été fait dans nombre d'économies. La partie « actifs » des bilans a pâti de la crise financière mondiale de 2008-2009. Les cours des actifs se relèvent lentement, mais demeurent en majeure partie en deçà des niveaux d'avant la crise. Les interventions fiscales directes ou indirectes des gouvernements étaient censées aider au rééquilibrage des comptes du secteur financier, mais elles n'ont pas été viables dans plusieurs pays, tout particulièrement

en Europe méridionale. L'exemple le plus récent est la crise d'insolvabilité à Chypre, dont le Gouvernement s'est vu dans l'impossibilité de continuer d'apporter une aide budgétaire. Tant que les cours des actifs continueront de stagner, la situation économique mondiale restera foncièrement fragile, à cause de la lenteur du rééquilibrage des comptes du secteur financier. Deuxièmement, à l'exception des pays dotés de ressources naturelles, davantage de gouvernements ont maintenu en place des politiques d'austérité au cours des exercices budgétaires 2012-2013. Davantage de banques centrales devraient également durcir leurs politiques budgétaires en 2013, dans le cadre d'une tendance générale à la « prudence budgétaire » et à la lutte contre une hausse prévisible de l'inflation. Mais le durcissement de cette politique pourrait avoir des retombées négatives pour le rééquilibrage des comptes dans le secteur financier de la plupart des économies développées.

4. La reprise économique mondiale reste très fragile, comme en témoigne la faiblesse de la création d'emplois. La situation, qui ne s'est pas améliorée en 2012 dans les économies développées, a eu de multiples répercussions sur les offres d'emploi; de leur côté, les demandeurs, dans les économies en développement, ont pâti de la perte d'emplois qu'ils obtenaient en migrant, ce à quoi vient s'ajouter un taux de chômage élevé chronique dans leur pays d'origine. La situation de l'emploi a des incidences financières fondamentales pour les économies en développement, les transferts de fonds des travailleurs devenant une source encore plus vitale de financement des déficits de la balance courante. En un mot, les principales difficultés auxquelles l'économie mondiale fait face sont les suivantes : a) un bon rééquilibrage des comptes, parallèlement à un redressement des cours des actifs à l'échelon mondial; b) une politique macroéconomique appropriée privilégiant la croissance pour revigorer le secteur financier; et c) la création d'un nombre suffisant d'emplois, qui sera essentielle au vu de la hausse du chômage dans les économies développées et en développement, si l'on veut obtenir une reprise économique solide.

5. Dans ce contexte mondial, les pays de la région arabe, membres de la CESEAO, ont connu une polarisation encore plus accentuée en matière de développement, en 2012. Les principaux exportateurs d'énergie, à savoir les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), se sont engagés sur la voie d'un relèvement stable, grâce à des politiques d'expansion tant budgétaire que monétaire. Dans le même temps, les pays importateurs nets d'énergie dans la région peinent à stabiliser leurs économies, alors que les pénuries de devises ne font qu'empirer. La polarisation s'explique par l'instabilité politique et l'agitation sociale, d'une part, et l'interruption des flux de financement intrarégionaux, d'autre part, qui provenaient des principaux exportateurs d'énergie de la région. Le manque de confiance dans les opérations commerciales intrarégionales entraîne une segmentation des économies régionales, ce qui, à son tour, fait perdre le pouvoir multiplicateur et accentue le problème du chômage dans toute la région, y compris dans les pays du CCG. Dans le contexte de ces difficultés économiques et problèmes d'emploi, le développement social de la région s'est poursuivi graduellement grâce à une série de réformes politiques et au développement des institutions. Mais la dynamique de la région a principalement été marquée par l'agitation sociale, parallèlement à l'instabilité politique.

II. Développement du secteur pétrolier

6. D'après les estimations de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)¹ la demande mondiale de pétrole en 2012 était en moyenne de 88,8 millions de barils par jour, tandis que l'approvisionnement mondial en pétrole brut était en moyenne de 89,8 millions de barils par jour. On estime que la demande de pétrole brut a augmenté en 2012 de 0,8 million de barils par jour, comparée à 2011. La tendance à la baisse de la demande des économies développées s'est poursuivie, tandis que la demande des économies en développement a constamment progressé, la Chine alimentant essentiellement la croissance de la demande en pétrole. Après avoir atteint une capacité de production presque maximale de pétrole brut, les pays membres de l'OPEP ont réduit graduellement leur production depuis août 2012. Entre-temps, la production de pétrole brut aux États-Unis et au Canada a augmenté de manière appréciable, grâce au développement de l'extraction de schistes bitumineux, de pétrole en formations étanches et de sables asphaltiques. Les risques géopolitiques associés à l'approvisionnement en pétrole brut ne disparaîtront pas, mais à l'échelle mondiale, le niveau des capacités inutilisées devrait être suffisant en 2013. Pour mieux équilibrer l'offre et la demande, l'OPEP pourrait réduire modérément le quota de production en 2013.

7. Les cours du pétrole brut ont connu une baisse brutale au premier semestre 2012, en raison de la préoccupation entourant la croissance de la demande mondiale. Les cours se sont néanmoins redressés au cours du second semestre pour maintenir une moyenne annuelle sans précédent. Le prix de référence du panier de l'OPEP a été en moyenne de 109,45 dollars par baril en 2012, atteignant le 8 mars un maximum de 124,64 dollars le baril et le 22 juin un minimum de 88,74 dollars par baril (voir tableau 1). Les spéculations entourant les marchés à terme des produits de base ont continué d'influencer les achats et les ventes. Les spéculateurs disposaient d'un financement, grâce à la prorogation des politiques d'assouplissement monétaire dans les économies développées, où les taux d'intérêt interbancaires nominaux sont restés exceptionnellement bas. En 2013, les cours du pétrole brut et de ses dérivés sont de plus en plus tributaires d'une surabondance potentielle de l'offre sur le marché mondial des dérivés du pétrole. La faible reprise de l'économie mondiale continue d'être la préoccupation majeure. Qui plus est, les raffineries nord-américaines gagnent en compétitivité grâce à un accroissement de la production de schiste bitumineux, qui réduit les marges des raffineries d'Asie et d'Europe. La surcapacité du fret pétrolier est un autre facteur qui pousse à la baisse le cours du pétrole brut et de ses dérivés. Les autres classes d'actifs ayant manifesté des signes de reprise, les spéculations devraient avoir une moindre influence. On prévoit que le prix de référence du panier de l'OPEP pour 2013 sera en moyenne de 85 dollars à 120 dollars le baril.

¹ OPEC, Monthly Oil Market Report, février 2013.

Tableau 1
Montants estimatifs et prévisions du prix du pétrole brut, 2010-2013

(Prix de référence du panier de l'OPEP, en dollars des États-Unis par baril)

Année	Minimum	Maximum	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle prévue pour 2013		
				Inférieure	Médiane	Supérieure
2010	66,84	90,73	77,45			
2011	89,81	120,91	107,46			
2012	88,74	124,64	109,45			
2013				85,00	102,50	120,00

Source : OPEP pour 2010-2012. Les statistiques de 2013 sont des prévisions, à compter de mars 2013.

8. On estime que la production totale de pétrole brut des principaux exportateurs d'énergie, à savoir les pays de la CCG, a été de 16,8 millions de barils par jour en moyenne en 2012, soit une augmentation de 4,2 % par rapport à 2011. La production totale a atteint un nouveau record et dépassé celui de 2008. L'Iraq a continué d'accroître sa capacité de production; celle de pétrole brut a augmenté de 11 % pour atteindre une moyenne de 2,9 millions de barils par jour en 2012. La production de pétrole brut en Libye s'est rapidement redressée après une baisse draconienne en 2011. La production de pétrole brut a augmenté pour atteindre une moyenne de 1,3 million de barils par jour, soit 89 % du niveau de 2010. Les difficultés du transport liées à la dégradation de l'état de la sécurité au Soudan et en République arabe syrienne ont considérablement réduit la production et les exportations de pétrole brut en provenance de ces pays. Le Yémen a réussi à conserver son niveau de production de 2011, malgré les perturbations qu'a connues de temps à autre le transport du pétrole brut par pipeline.

III. Évolution de la conjoncture économique régionale

9. Le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) dans la région arabe a été en moyenne de 4,8 % en 2012, contre 2,2 % en 2011 (voir tableau 2). La reprise dans les pays du Maghreb, notamment en Libye, a contribué à l'amélioration du taux de croissance moyen ainsi qu'à la croissance soutenue dans les pays du CCG. Toutefois, la polarisation des économies de la région s'est accentuée en 2012, en partie du fait de l'instabilité politique, de l'agitation sociale et des conflits armés, ainsi que de l'interruption des flux financiers intrarégionaux provenant des principaux exportateurs d'énergie de la région. Si ces derniers ont enregistré une nouvelle année de fortes recettes d'exportation d'énergie, les pays qui en importent dans la région ont eu du mal à financer les déficits de leurs comptes courants. La faiblesse de la demande des pays européens pour les exportations de la région autres que l'énergie et le maintien des prix énergétiques dans une fourchette haute ont aussi contribué à creuser les déficits des pays importateurs d'énergie. Les cours élevés du pétrole, conjugués à des niveaux de production proches de leur maximum, ont de nouveau donné lieu à un pic historique des recettes d'exportation d'énergie. Toutefois, on constate que les retombées positives, d'un pays à l'autre du CCG, ont été limitées : le « boom pétrolier » actuel n'a pas profité à toutes les sous-régions de la région arabe.

La défaillance des marchés intrarégionaux a abouti à une segmentation des économies de la région.

Tableau 2
Croissance réelle du PIB et taux d'inflation des prix à la consommation, 2009-2013

(En pourcentage)

Pays ou territoire	Taux de croissance réelle du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2009	2010	2011 ^a	2012 ^b	2013 ^c	2009	2010	2011	2012 ^b	2013 ^c
Arabie saoudite	0,1	5,1	7,1	6,8	5,5	4,1	3,8	3,7	2,9	3,0
Bahreïn	2,5	4,3	1,9	3,4	3,0	2,8	2,0	-0,4	2,8	3,2
Émirats arabes unis	-4,8	1,3	4,2	4,0	3,8	1,6	0,9	0,9	0,7	2,0
Koweït	-7,1	-2,4	6,3	4,7	3,2	4,0	4,0	4,8	2,9	3,2
Oman	3,3	5,6	0,3	6,5	4,0	3,2	3,2	4,1	2,9	3,2
Qatar	12,0	16,6	13,5	6,2	5,2	-4,9	-2,4	1,9	1,9	2,5
Pays du CCG^d	-0,7	4,6	6,6	5,7	4,7	2,7	2,6	2,9	2,2	3,7
Égypte ^e	4,7	5,1	1,9	2,2	3,2	11,8	11,3	10,1	7,2	11,0
État de Palestine	5,9	3,4	-2,0b	-31,4	-7,1	2,8	4,4	4,7	36,5	12,0
Iraq	5,8	5,9	8,6	11,3	7,8	-2,8	2,4	5,6	6,1	6,0
Jordanie	5,5	2,3	2,6	2,7	2,9	-0,7	5,0	4,4	4,8	5,0
Liban	8,5	7,0	1,5b	1,2	1,8	1,2	4,0	4,9	6,6	5,2
République arabe syrienne	7,4	9,3	12,2	5,3	4,0	2,8	3,7	2,9	2,7	3,0
Machrek^d	5,6	5,1	2,2	-1,7	2,6	6,5	7,7	7,6	11,4	9,3
Algérie	2,4	3,3	2,9	2,8	2,9	5,7	3,9	4,5	8,6	4,8
Libye	-0,7	4,2	-61,3	100,7	15,0	2,5	2,5	15,0	5,0	3,5
Maroc	4,8	3,7	5,0	2,8	4,9	1,0	1,0	0,9	1,3	1,8
Tunisie	3,1	3,2	-1,9	2,6	3,6	3,5	4,4	3,6	5,6	5,2
Maghreb^d	2,5	3,6	-9,3	10,6	5,3	3,6	3,0	5,5	5,7	3,9
Comores	1,8	2,1	2,2	2,5	3,5	4,8	4,2	6,8	5,0	3,2
Djibouti	5,0	3,5	4,8	4,7	4,8	1,7	4,0	6,8	5,0	3,2
Mauritanie	0,1	5,6	5,1	4,8	6,3	2,2	6,3	5,7	6,2	6,0
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	5,9	5,2	2,7b	-7,0	2,5	11,2	13,0	18,1	35,1	22,0
Yémen	4,3	6,8	-15,3b	-1,0	4,5	5,4	11,1	19,4	10,2	9,5
Pays arabes les moins avancés^d	5,1	5,5	-2,3	-4,6	3,2	9,5	11,6	17,2	24,6	16,5
Total pour la région arabe^d	1,3	4,5	2,2	4,8	4,4	3,9	3,9	4,9	5,5	4,8

Source : Sources nationales sauf indication contraire.

^a Données préliminaires (susceptibles d'être révisées).

^b Estimations mars 2013.

^c Prévisions mars 2013.

^d Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, sur la base du PIB en prix constants de 2005.

^e Pour le taux de croissance du PIB de l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice budgétaire qui se termine en juin.

10. On estime que le PIB des pays du CCG a connu en moyenne un taux de croissance de 5,7 % en 2012, après avoir enregistré un taux de 6,6 % en 2011. Malgré la décélération du taux de croissance, l'économie des pays du CCG a affiché une belle vigueur grâce à la progression soutenue de la demande intérieure. À l'exception de l'Arabie saoudite, la conséquence la plus préoccupante de la crise financière mondiale de 2008-2009 a été l'implosion de la demande intérieure, et la déflation par la dette. Des conditions économiques extérieures favorables, telles que le rebondissement des prix énergétiques et la coordination internationale en matière d'assouplissement de la politique monétaire, ont renforcé l'optimisme et la confiance dans l'économie au sein des pays du CCG. Le secteur financier a poursuivi sans heurt le rééquilibrage des comptes dans la sous-région même si les prix des actifs financiers et immobiliers n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la crise. Entraînant la reprise économique dans la sous-région, l'Arabie saoudite a continué de connaître une croissance stable tirée par la demande intérieure, soutenue par une panoplie de mesures d'expansion budgétaire et monétaire.

11. Pour 2013, on prévoit que les pays du CCG continueront de connaître une croissance économique stable, même si le taux de croissance moyen du PIB baissera en toute probabilité. La décélération du taux de croissance est principalement imputable à la diminution prévue des recettes d'exportations d'énergie, la production et les cours du pétrole brut devant reculer modérément. On prévoit cependant une forte croissance de la demande intérieure dans tous les pays du CCG, de même qu'est attendu le rééquilibrage des comptes du secteur financier. L'action visant à diversifier les économies fondées sur la production énergétique, à l'aide de réformes institutionnelles, et à cibler les investissements étrangers directs engendrera un nouveau potentiel de croissance dans la sous-région, où le taux de croissance réelle du PIB devrait être en moyenne de 4,7 % en 2013. On prévoit une tendance à la convergence des taux de croissance des pays du CCG, à l'exception du Koweït où la demande intérieure progresse faiblement en raison du ralentissement de la croissance du secteur non énergétique. Dans d'autres pays du CCG, cependant, la fragilité structurelle de la demande intérieure est susceptible d'être compensée par une politique budgétaire active et l'exécution de projets dans le secteur non énergétique. En 2013, on prévoit les taux de croissance suivants : 3 % pour Bahreïn, 3,2 % pour le Koweït, 4 % pour Oman, 5,2 % pour le Qatar, 5,5 % pour l'Arabie saoudite et 3,8 % pour les Émirats arabes unis.

12. On estime que les économies de la sous-région du Machreq arabe ont subi en moyenne une contraction de 1,7 % en 2012, après avoir enregistré une croissance de 2,2 % en 2011. La dévastation de l'économie syrienne a constitué le principal facteur de ce recul. La sous-région a été particulièrement touchée par l'instabilité politique et l'agitation sociale, ainsi que par les répercussions économiques de la crise syrienne. La forte baisse des exportations non énergétiques et l'augmentation du coût des importations d'énergie ont creusé les déficits des comptes courants. En outre, du fait de la réduction des apports de capitaux en provenance d'autres pays du CCG et d'Europe, la sous-région a eu du mal à financer ces déficits extérieurs. Le tourisme, l'un des principaux moteurs de la croissance de la demande intérieure dans les pays du Machreq arabe, a considérablement pâti des avertissements plus ou moins sévères concernant la sécurité, qui ont dissuadé les touristes de visiter la sous-région. Les activités de construction, autre source essentielle de l'augmentation de la demande intérieure, ont également ralenti, tandis que le développement industriel de la sous-région a subi un net revers, en particulier en République arabe syrienne. Les usines et

les centres de production dans les zones industrielles syriennes ont été gravement endommagés lors des conflits armés. Un facteur particulier, à savoir l'augmentation de la production de pétrole brut, explique essentiellement la croissance réelle du PIB de l'Iraq, et ne reflète pas la faible progression du revenu intérieur du pays. La croissance réelle du PIB de l'État de Palestine reposait également sur un effet d'échelle favorisé par la reconstruction en cours de l'économie de la bande de Gaza. Les bouclages, l'insécurité persistante et la poursuite des hostilités ont continué de sérieusement handicaper l'économie palestinienne.

13. Pour 2013, on prévoit que la sous-région du Machreq arabe connaîtra une reprise modeste de 2,6 % en moyenne. Ce chiffre s'appuie en grande partie sur l'augmentation de la production iraquienne de pétrole brut et d'autres activités dans le secteur énergétique de la sous-région. Aucune solution n'étant en vue pour enrayer la détérioration des conditions de sécurité, notamment en République arabe syrienne, on s'attend que la confiance des milieux d'affaires et des consommateurs reste faible en 2013 dans la sous-région, ce qui vaut par ailleurs pour la situation des opérations en capital, tandis que subsistent les risques de nouvelles difficultés concernant la balance des paiements. La marge de croissance de la demande intérieure demeure limitée en ce qui concerne l'offre et la demande. L'austérité budgétaire devrait se poursuivre en Égypte, en Jordanie et au Liban, et il faut s'attendre à un resserrement de la politique monétaire en Égypte et en Jordanie pour permettre à ces deux pays de défendre leurs monnaies respectives. Les flux de ressources sous forme d'aide publique au développement devraient être déterminants pour permettre à la sous-région d'assouplir les contraintes budgétaires et monétaires. En 2013, on prévoit les taux de croissance suivants : 3,2 % pour l'Égypte, 7,8 % pour l'Iraq, 2,9 % pour la Jordanie, 1,8 % pour le Liban et 4 % pour l'État de Palestine. L'économie syrienne devrait connaître une nouvelle contraction de 7,1 %.

14. On estime que les économies des pays du Maghreb ont crû de 10,6 % en 2012, après avoir connu une contraction de 9,3 % en 2011. L'expansion économique de la sous-région a principalement profité de la reprise de la production énergétique en Libye, qui s'était effondrée l'année précédente. Même avec un taux de croissance phénoménal, l'économie libyenne n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant la crise de 2010. De son côté, l'économie du Maroc a souffert d'un rendement inférieur de son secteur agricole du fait de mauvaises conditions météorologiques. Malgré l'augmentation des incidents liés à l'agitation sociale et à la sécurité, la sous-région a rebondi et affiché une croissance modeste. S'agissant de l'Algérie, la stabilité des recettes d'exportation d'énergie a suffi à amortir les effets des secousses économiques et autres. Les financements internationaux dont ont pu disposer le Maroc et la Tunisie pour combler le trou des déficits extérieurs ont permis d'atténuer les effets de la pénurie de devises. On a généralement constaté une augmentation modeste de la demande intérieure dans la sous-région. Cependant, la croissance a été nettement insuffisante pour permettre la création d'emplois décents, en particulier pour les jeunes.

15. Pour 2013, on prévoit que l'économie de la sous-région du Maghreb arabe continuera de croître au rythme de 5,3 %, ce qui devrait lui permettre de dépasser les niveaux de la période de transition de 2010. Malgré l'agitation sociale touchant plusieurs villes et les pays voisins, les pays du Maghreb arabe sont bien placés pour recevoir des investissements étrangers directs et une aide internationale, et le climat des affaires de la sous-région est de plus en plus perçu comme étant moins risqué que celui du Machreq arabe. Les incertitudes entourant les conditions

d'investissement se dissipent progressivement. C'est notamment le cas de l'Algérie et de la Libye, pays exportateurs d'énergie, tandis que le Maroc et la Tunisie peuvent paraître plus attrayants aux yeux des investisseurs étrangers si la crise de la dette souveraine dans la zone euro perdure. Toutefois, la fragilité structurelle de l'économie de la sous-région persiste en raison de la faiblesse de la base de production de ses produits non énergétiques destinés à l'exportation. Il faut de toute urgence créer des emplois décents en plus grand nombre pour s'attaquer à la cause fondamentale de l'agitation sociale dans la sous-région. En 2013, on prévoit les taux de croissance suivants : 2,9 % pour l'Algérie, 15 % pour la Libye, 4,9 % pour le Maroc et 3,6 % pour la Tunisie.

16. On estime que les économies des pays arabes les moins avancés se sont contractées en moyenne de 4,6 % en 2012, après une contraction de 2,3 % en 2011. Le Soudan et le Yémen sont les deux pays qui y ont principalement contribué. Le Soudan s'est efforcé de stabiliser son économie après la scission du Soudan du Sud. Du fait de plusieurs conflits armés dans la région frontalière au début de l'année 2012, il a eu du mal à s'adapter à la nouvelle conjoncture économique. Toutefois, le Soudan du Sud et le Soudan étant enfin parvenus à un accord sur les conditions de la production et du transport du pétrole en mars 2013, on devrait assister à la stabilisation de la situation économique extérieure et autre. En raison de la perte de recettes d'exportation de pétrole brut, le Soudan a subi une grave pénurie de devises, qui a été préjudiciable à la demande intérieure et au revenu national. L'économie du Yémen a été plus stable vers la fin de l'année 2012. Malgré la dégradation des conditions de sécurité, le pays a maintenu un niveau d'exportation de pétrole brut constant. Les recettes des exportations d'énergie, provenant à la fois du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié, ont ralenti la baisse de la demande intérieure au Yémen. En outre, l'appui financier en faveur de la transition du Yémen a fait l'objet de nombreux engagements aux niveaux régional et international. D'autres pays arabes parmi les moins avancés, notamment les Comores, Djibouti et la Mauritanie, ont accusé une croissance modeste de leur PIB en 2012, qui n'a que faiblement contribué au revenu national de ces pays. Les retombées économiques de la stabilisation politique en Somalie étaient encore incertaines en 2012.

17. Pour 2013, on prévoit que le taux de croissance réelle du PIB des pays arabes les moins avancés sera en moyenne de 3,2 %. La progression régulière des exportations d'énergie et de ressources naturelles devrait soutenir la croissance de la Mauritanie et du Yémen. Les perspectives économiques des Comores et de Djibouti dépendent en grande partie de celles de leurs pays voisins, dont on prévoit qu'elles seront stables. Le Soudan devrait retrouver la croissance après deux années de déclin économique. La grave pénurie de devises devrait persister, mais être de portée limitée en raison de la croissance soutenue des exportations de produits non énergétiques. La croissance attendue dans les pays arabes les moins avancés est cependant trop faible pour réduire le niveau de pauvreté en cours. En 2013, on prévoit les taux de croissance suivants : 3,5 % pour les Comores, 4,8 % pour Djibouti, 6,3 % pour la Mauritanie, 2,5 % pour le Soudan et 4,5 % pour le Yémen.

18. On estime que l'inflation des prix à la consommation a été en moyenne de 5,5 % dans la région arabe en 2012, contre 4,9 % en 2011 (voir tableau 2). Bien que les cours internationaux des produits de base concernant l'énergie, les métaux et les denrées alimentaires se soient maintenus à un niveau élevé, aucune flambée des prix n'a été constatée pendant toute l'année 2012. L'influence des marchés internationaux des produits de base a été moindre que prévue, et le taux d'inflation

des prix à la consommation dans chaque pays a été davantage déterminé par des facteurs qui lui sont propres. La pression déflationniste a continué de s'exercer sur le prix du logement à Bahreïn, au Qatar et dans les Émirats arabes unis. La faiblesse des loyers a contribué à cette tendance en raison de l'excédent de biens locatifs qu'a révélé la crise financière mondiale de 2008-2009. En revanche, Oman et l'Arabie saoudite ont subi une pression inflationniste constante, pour ce qui est notamment des prix du logement, en raison de la croissance soutenue de leur secteur immobilier. Néanmoins, les pays du CCG ont dans l'ensemble connu un taux d'inflation inférieur à celui d'autres sous-régions, s'établissant en moyenne à 2,2 % en 2012. D'autres pays de la région arabe, à l'exception du Maroc, ont connu un taux d'inflation des prix à la consommation supérieur aux pays du CCG en 2012. Les blocages structurels au niveau de l'offre ont maintenu les prix à la consommation à la hausse au Machreq, au Maghreb et dans les pays arabes les moins avancés, l'inflation s'étant sensiblement accélérée dans les pays touchés par une pénurie de devises, à savoir l'Égypte, le Soudan et la République arabe syrienne. On a constaté dans les pays du CCG une hausse des salaires du secteur privé parallèlement à celles intervenues dans le secteur public, mais cette évolution ne devrait pas influencer sur le taux d'inflation de ces pays.

19. On prévoit en 2013 un taux d'inflation des prix à la consommation dans la région arabe de 4,8 % en moyenne. L'inflation devrait rester faible dans les pays du CCG. On constate depuis 2012 une augmentation du prix des denrées alimentaires, mais celle-ci devrait être modérée. En outre, on prévoit une baisse du prix des logements, et notamment des loyers, à Bahreïn, au Koweït, au Qatar et dans les Émirats arabes unis. Bien que l'on s'attende en 2013 à un tassement des taux d'inflation exceptionnellement élevés que l'on a observés en 2012 au Soudan, en République arabe syrienne et au Yémen, les fortes pénuries de devises devraient pousser les prix à la hausse dans ces pays. On prévoit également une accélération de l'inflation en Égypte en raison de la pénurie de devises, accompagnée de la dévaluation de sa monnaie nationale. Il est possible que les pays du CCG augmentent à nouveau les salaires dans le secteur public en 2013, mais l'incidence sur le niveau général des prix devrait être limitée. À l'exception de quelques professions libérales dans les pays du CCG, le niveau des salaires dans le secteur privé des pays de la région devrait rester bas, et toute inflation par les salaires est improbable en 2013. Les pays du CCG, dont les comptes financiers et les comptes extérieurs sont excédentaires, sont en mesure de maintenir la capacité de l'offre à un niveau suffisant pour répondre à la croissance de la demande intérieure. Dans d'autres sous-régions, le niveau des salaires dans le secteur privé étant susceptible de rester faible pendant toute l'année, la seule possibilité d'une inflation par les salaires ne peut venir que du secteur public. Une augmentation des salaires dans ce secteur est envisagée depuis 2012 dans quelques pays, principalement au Liban, mais son incidence sur les prévisions d'inflation reste incertaine.

20. Les cours de change dans les pays de la région arabe de la CESAO sont restés stables entre 2012 et le début de 2013, à l'exception de l'Égypte, du Soudan et de la République arabe syrienne. Les pays du CCG, sauf le Koweït, ont conservé leur régime de taux de change, indexant leur monnaie nationale sur le cours du dollar des États-Unis. Djibouti, la Jordanie et le Liban ont également indexé leur monnaie nationale sur le dollar des États-Unis. Le Koweït maintient sa monnaie nationale indexée sur un panier de devises étrangères. Les banques centrales d'Algérie, des Comores, d'Iraq, de Libye, du Maroc, de Mauritanie, de Tunisie et du Yémen ont

conservé un régime de flottement contrôlé. Au Soudan et en République arabe syrienne, la dépréciation rapide de la monnaie nationale a creusé l'écart entre le cours de change officiel et le taux de change des marchés parallèles; les monnaies étrangères ont été pratiquement rationnées dans ces pays. Les sanctions économiques et d'autres événements de nature non économique ont en grande partie contribué à la dépréciation des monnaies nationales du Soudan et de la République arabe syrienne, tandis que celle de la livre égyptienne a été plutôt provoquée par les conditions économiques. En l'espace de trois mois à compter de décembre 2012, la livre égyptienne a perdu 8 % de sa valeur, le dollar des États-Unis s'échangeant à 6,8 livres en mars 2013. Avant cette brusque dévaluation, la livre égyptienne avait été, d'avril 2011 à décembre 2012, de fait indexée sur le dollar des États-Unis, agissant comme un ancrage symbolique qui a permis à l'économie de résister aux situations d'instabilité politique et sociale qu'a connues le pays. Avant cette période, pendant toute l'année 2010, elle s'était progressivement dépréciée de 7 %, le dollar passant de 5,4 à 5,8 livres, mais à cette politique de dépréciation graduelle avait succédé une indexation de fait. Le régime de la monnaie indexée a permis de maintenir le niveau de la demande intérieure pendant la période de turbulences. Il s'est cependant traduit par une épuisement rapide des réserves de devises, qui sont passées de 28 milliards de dollars en avril 2011 à environ 15 milliards en février 2012. La reprise d'une politique de dépréciation graduelle n'est pas intervenue rapidement, car on a estimé qu'une dévaluation monétaire risquait de provoquer une crise financière immédiate par suite de l'augmentation des subventions alimentaires et énergétiques, et qu'elle n'aurait qu'une incidence modeste sur la compétitivité des exportations égyptiennes. Une dépréciation graduelle de la livre égyptienne devrait se poursuivre en 2013, mais la clef d'un règlement méthodique de la crise actuelle de la balance des paiements en Égypte réside fondamentalement dans l'éventualité d'une réforme des finances publiques.

21. La violence armée en République arabe syrienne accompagnée de la destruction de biens commerciaux et résidentiels, d'infrastructures et de centres de production a déjà provoqué un préjudice économique considérable. On estime qu'en valeur réelle, le PIB de ce pays a enregistré en 2012 une contraction de 31,4 %, qui n'était pas tant due à la suspension de ses activités économiques et à sa capacité de production inutilisée qu'aux dégâts subis par son stock d'outillage et à ses pertes en capital humain. Selon le scénario le plus optimiste, il faudrait attendre au moins plusieurs années pour que l'économie syrienne retrouve ses niveaux de 2010. Les sanctions économiques imposées par les États-Unis, l'Union européenne et la Ligue des États arabes ont entraîné une grave pénurie de devises. Depuis l'entrée en vigueur des sanctions financières et de l'embargo sur le pétrole en 2011, l'économie syrienne a perdu un gros volume de recettes d'exportation et ses capacités de facilitation du commerce ont été handicapées par les difficultés de financement des échanges commerciaux. La monnaie nationale, la livre syrienne, s'est progressivement dépréciée, le taux de change officiel passant de 47,1 livres pour un dollar des États-Unis en janvier 2011 à 87,09 livres pour un dollar en mars 2013, et l'écart se creusant entre le taux officiel et celui des marchés parallèles. La dévalorisation de la monnaie nationale et les destructions subies par les réseaux de transport nationaux ont entraîné une inflation galopante. En glissement annuel, le taux d'inflation des prix à la consommation est monté en flèche, passant de 5,8 % en novembre 2011 à 49,7 % en novembre 2012.

22. Malgré l'ampleur de la violence et des destructions, l'économie syrienne s'est montrée capable de résister dans la mesure où elle a évité un arrêt complet de l'activité. Les institutions financières continuent de fonctionner et les échanges se poursuivent avec les pays voisins, quoique dans des proportions réduites. Par exemple, selon les statistiques douanières libanaises, les exportations syriennes vers le Liban s'établissaient à 16 millions de dollars en janvier 2013, soit 56 % de la moyenne mensuelle d'avant la crise en 2010. Les pays voisins ont ressenti les effets de la crise non seulement sur le plan du volume réduit des échanges transitant par la Syrie mais aussi des tensions géopolitiques qui ont débordé le cadre syrien. La perception des risques dans la sous-région du Machreq a pâti de la crise. L'afflux de capitaux et de touristes a stagné en Jordanie et au Liban alors qu'il y avait été le principal moteur de l'expansion économique. Par ailleurs, le nombre de réfugiés syriens en Jordanie et au Liban constitue une charge fiscale supplémentaire pour les deux pays. À la fin du mois de mars 2013, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a estimé à 1,23 million le nombre de réfugiés syriens, dont 396 000 sont restés au Liban et 394 000 en Jordanie². Au 15 mars 2013, le financement nécessaire à la gestion régionale de la situation des réfugiés syriens n'était assuré que dans une proportion de 31 %³.

IV. Évolution des politiques

23. Les conditions économiques auxquelles les dirigeants ont fait face en 2012 ont énormément changé entre les principaux exportateurs d'énergie, à savoir les pays du CCG, et les autres sous-régions de la région arabe. Au risque d'une stagnation de la demande intérieure et d'une poursuite des pressions déflationnistes, les gouvernements des pays du CCG pourraient adopter un ensemble de mesures d'expansion budgétaire et monétaire. La large marge financière offerte par l'augmentation des recettes d'exportation énergétique et la poursuite par les États-Unis de l'assouplissement de leur politique monétaire a permis de soutenir une politique expansionniste. La politique monétaire des pays du CCG reflète celle des États-Unis par l'ancrage des monnaies. En revanche, les gouvernements des autres sous-régions se sont vus contraints d'aller plus loin dans l'assainissement de leurs finances publiques en adoptant des mesures d'austérité. Les pays importateurs d'énergie du Machreq et du Maghreb ont également resserré leur politique monétaire. Pour lutter contre la poussée inflationniste alimentée par la pénurie de devises, les banques centrales d'Égypte, de Jordanie et de Tunisie ont resserré leur politique monétaire au début de l'année 2013. Les pays importateurs d'énergie du Machreq et du Maghreb ont été confrontés à un vrai dilemme stratégique lorsque la politique de croissance reposant sur des mesures budgétaires et monétaires, tant nécessaires, est devenue financièrement inabordable.

² HCR, données disponibles sur le portail interorganisations des échanges d'information sur la gestion régionale de la situation des réfugiés syriens : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>. Le nombre indiqué est celui des personnes qui sont du ressort du HCR, qui correspond au nombre total de réfugiés, à la fois ceux qui sont enregistrés et ceux qui sont en attente d'enregistrement.

³ HCR, « Revised Syria Regional Response Plan: funding status as of 15 March 2013 » (plan révisé de gestion régionale de la situation des réfugiés : état du financement au 15 mars 2013) Disponible à l'adresse suivante : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>.

24. Malgré la faible latitude dont disposent les pays du CCG en matière de politique monétaire, compte tenu du lien entre leur monnaie et le dollar des États-Unis, la relative stabilité du niveau général des prix a permis à leur banque centrale de poursuivre aisément une politique d'assouplissement en parallèle avec celle des autorités monétaires américaines. Le coût de financement sur le marché monétaire interbancaire à trois mois tourne autour de 1 % dans les pays du CCG, soit 70 points de base au-dessus du taux de l'euromarché interbancaire de Londres à trois mois, en dollars des États-Unis. Un assouplissement monétaire a été constaté au Yémen, où la Banque centrale a abaissé à 15 % ses taux d'intérêt directeurs en octobre 2012 et en février 2013. L'Algérie, le Liban et le Maroc ont maintenu une politique monétaire neutre. L'Égypte, la Jordanie, le Soudan et la Tunisie ont resserré la leur afin d'endiguer les pressions inflationnistes résultant d'une pénurie de devises contraignante. En mars 2013, la Banque centrale d'Égypte a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis novembre 2011, faisant passer le taux de rémunération des dépôts au jour le jour à 9,75 %. La Banque centrale de Jordanie a relevé ses taux directeurs en février, juin et décembre 2012, portant le taux de rémunération des dépôts au jour le jour à 4 %. La Banque centrale de Tunisie a relevé ses taux à 4 % en août et en mars 2013.

25. Pour l'exercice portant sur 2012 et 2013, les pays du CCG ont maintenu une politique budgétaire expansionniste et continué de mettre l'accent sur les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les services sociaux. Leur principal défi en matière de politique budgétaire n'était pas le volume des dépenses mais la portée des mesures prises. L'exécution rationnelle des projets budgétés a revêtu une importance grandissante dans la réalisation des objectifs à long terme tels que l'amélioration de la productivité. L'essor des recettes fiscales pourrait aisément se traduire par une augmentation des dépenses publiques de type redistribution des revenus plutôt que par des investissements de l'État dans la formation de capital physique ou humain. Devant le taux de chômage chroniquement élevé de leurs nationaux, les pays du CCG privilégient une stratégie d'harmonisation de leur politique budgétaire avec un plan global de développement dans les domaines économique et social. En revanche, les pays importateurs d'énergie au Machreq, au Maghreb et parmi les pays arabes les moins avancés ont eu du mal à formuler et appliquer des mesures d'austérité budgétaire au cours de l'exercice portant sur 2012 et 2013. Face à la nécessité d'assainir les dépenses publiques, les gouvernements se sont attachés principalement à réformer le système des subventions alimentaires et énergétiques. Parvenir à un consensus sur la réforme tout en assurant un minimum vital aux populations à faible revenu sera un objectif prioritaire ambitieux dans l'élaboration des mesures budgétaires, au cours des prochains exercices.

26. La situation de l'emploi s'est aggravée dans la région arabe en 2012. Au chômage chroniquement élevé dont souffrent actuellement les ressortissants des pays de la région, vient s'ajouter le marasme économique persistant en Amérique du Nord et en Europe, qui n'incite guère les demandeurs d'emploi à y immigrer. Un nombre important de cas de migrations de retour en provenance d'Europe a été constaté au Maghreb. La situation de l'emploi dans les pays du CCG est restée déséquilibrée, les travailleurs étrangers constituant la majorité de la main-d'œuvre dans le secteur privé. Malgré l'expansion régulière des économies nationales de ces pays, leur marché de l'emploi a été marqué par un chômage élevé chez les nationaux, associé à un chômage faible chez les travailleurs étrangers. Une politique visant à accroître la part des nationaux dans la main-d'œuvre du secteur privé est en

place depuis une décennie dans les pays du CCG. En 2012, une application plus stricte de cette politique a été observée dans ces pays. Un bon exemple en est offert par l'Arabie saoudite, où, depuis novembre 2012, les entreprises qui n'emploient pas de Saoudiens dans une proportion établie par la loi encourent une amende. L'Arabie saoudite a également œuvré pour la promotion de l'emploi des femmes. Dans le secteur privé, des filières dans les professions libérales ont été ouvertes en plus grand nombre aux demandeuses d'emploi, et plusieurs ministères ont commencé à employer des femmes. Par ailleurs, 30 personnalités féminines de premier plan ont été nommées à la Choura (conseil consultatif) pour la première fois dans l'histoire du pays. Cette évolution progressive de la politique du travail en Arabie saoudite devrait avoir des répercussions non seulement sur les pays du CCG mais aussi sur les autres sous-régions.

IV. Observations finales

27. En moyenne, le taux de croissance du PIB dans la région arabe va probablement baisser en 2013 en raison de la diminution des recettes d'exportation d'énergie, qui ont atteint un sommet historique en 2012. Il convient cependant de noter qu'il est de plus en plus difficile de faire de simples prévisions sur l'évolution économique et sociale de la région pour 2013, évolution appelée à devenir plus polarisée. Plusieurs signes de nouvelles segmentations ont déjà été observés. Par ailleurs, on constate que la région risque de connaître un ralentissement du fait de la dépendance à l'égard des exportations d'énergie. Malgré les mesures actives prises en faveur de la diversification économique, les principaux pays exportateurs d'énergie sont encore loin d'atteindre leurs objectifs dans ce domaine. Le secteur non énergétique dans le Machreq et le Maghreb s'étant affaibli, l'économie de la région arabe est devenue plus vulnérable à une brusque dégringolade des prix énergétiques, bien qu'une chute des cours pétroliers dans les proportions de celle de 2008 soit peu probable. On ne prévoit pas de reprise forte en terme de confiance dans les échanges économiques intrarégionaux, compte tenu de l'instabilité de la situation politique au Machreq. Cependant, la faiblesse structurelle des économies de la région arabe, illustrée par des taux de chômage élevés et des inégalités des revenus, est présentée comme l'élément chronique sous-jacent à l'origine de l'agitation sociale et de l'instabilité politique, éléments qui ne sont pas forcément nécessairement la cause des mauvais résultats économiques mais qui peuvent en être le résultat. Pour empêcher la région arabe de tomber dans ce cercle vicieux, une plus grande mobilisation régionale réelle en faveur des activités économiques doit s'appuyer sur de nouveaux cadres de coopération et sur des mesures d'intégration régionale.